

CGT : Thibault façonne une direction à sa main

Coup de théâtre. Le secrétaire général de la CGT va renouveler quasiment la totalité des membres du bureau confédéral mais les anciens, qui siégeront à la commission exécutive de 50 membres, conserveront leurs dossiers. Une façon pour Bernard Thibault d'aborder son dernier mandat en position de force.

Le secrétaire général de la CGT est un obstiné. Après avoir semblé revenir un peu en arrière sur ses projets de réorganisation de la direction de la centrale, le voici qui s'apprête à chambouler le bureau confédéral, l'équipe resserrée autour du numéro un gérant au quotidien la stratégie de la confédération. Lors du dernier comité confédéral national avant le congrès, qui s'ouvrira lundi prochain à Nantes pour une semaine, le leader syndical avait annoncé un bureau à 8 et non plus 12. Compte tenu des départs prévus, cela devait conduire à une ou deux arrivées, qui auraient été surveillées de près, dans la perspective d'une succession, puisque même si Bernard Thibault ne l'a pas dit, tout le monde sait qu'il va entamer son dernier mandat.

Mais tout se complique. On savait déjà que les deux numéros 2, Maryse Dumas et Jean-Christophe Le Duigou, quittaient ses instances décisionnaires. Les départs ne s'arrêtent pas là. Des 12 membres actuels du bureau, il ne va plus en rester que trois : Bernard Thibault, bien sûr, le secrétaire confédéral chargé de la presse, Agnès Naton, et le trésorier et administrateur de la CGT qui gère, à ce titre, le personnel confédéral, Michel Donneddu. Et encore. Ce dernier aurait demandé à partir et ne devrait pas rester plus de deux ans. Il ne sera pas le plus regretté. Il est très contesté, notamment pour sa gestion du personnel -la section CGT réclame à cor et à cri un DRH et menace encore d'une grève -, mais aussi pour certains choix informatiques qui ont fait perdre beaucoup d'argent à l'organisation.

Cinq nouveaux venus devraient faire leur entrée au bureau. Aucun n'a jusqu'à présent vraiment été sous les feux de la rampe : Nadine Prigent, de la Santé, qui fait là un retour, Michèle Chay, de la fédération commerce-services, un des secteurs où la centrale estime avoir une forte marge de progression, Philippe Lattaud, du Val-d'Oise, Agnès Le Bot, de la région Nord-Pas-de-Calais, qui a travaillé sur la sécurité sociale professionnelle, et Mohamed Oussedik, de la fédération du Verre, mais aussi chargé des politiques industrielles. Certains considèrent que ces deux derniers pourraient surprendre, mais on ne peut pas parler de relève, d'autant que les anciens membres du bureau (Daniel Sanchez, Francine Blanche, Maurad Rabhi, notamment) vont conserver leurs dossiers même s'ils ne seront plus au bureau mais seulement à la commission exécutive, organe de 50 membres dont est issue la direction resserrée de la CGT.

Concentrer le pouvoir

L'objectif, justifie le secrétaire général de la CGT, c'est justement de déplacer le lieu de décision du bureau à la commission exécutive. Mais outre son effectif, il faut souligner que la moitié de ses membres seront renouvelés à Nantes, donc auront tout à apprendre,

Cette réforme de la « gouvernance » de la CGT apparaît donc plutôt comme un moyen pour Bernard Thibault de concentrer le pouvoir entre ses mains pour son dernier mandat, où il veut mener des réformes difficiles de structure, et de conserver un rôle clef... C'est aussi un moyen pour lui de ne pas se lier les mains sur le choix de son futur successeur, qui pourra être issu du bureau ou, plus probablement, de la commission exécutive.

L. DE C., Les Echos